



VIRUNGA

| FOUNDATION
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

ANNEXE I: CONDITIONS GÉNÉRALES

DES CONTRATS DE FOURNITURES - Avril 2026



Sommaire

Glossaire :	5
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES	7
Article 1 – Définitions	7
Article 2 – Langue du marché	7
Article 3 – Ordre hiérarchique des documents contractuels.....	7
Article 4 – Communications	7
Article 5 – Cession	8
Article 6 – Sous-traitance.....	8
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT	9
Article 7 - Obligations générales	9
Article 7 bis - Code de conduite	10
Article 7 ter - Conflit d'intérêts	11
Article 8 - Garantie de bonne exécution	11
Article 9 - Responsabilité et assurances.....	12
Article 10 - Montant du marché	12
Article 11 - Régime fiscal et douanier	12
Article 12 - Brevets et licences	13
MISE EN ŒUVRE DES TÂCHES ET RETARDS	13
Article 13 – Prolongation de la période de mise en œuvre des tâches	13
MODIFICATIONS DU CONTRAT.....	14
Article 14 – Modifications	14
SUSPENSION.....	14
Article 15 – Suspension	14
MATÉRIAUX ET OUVRAISONS	15
Article 16 – Qualité des fournitures	15
PAIEMENTS.....	15
Article 17 – Principes généraux.....	15
Article 18 – Paiement au profit de tiers	16
RÉCEPTION ET ENTRETIEN.....	16
Article 19 – Livraison	16



DÉFAUT D'EXÉCUTION ET RÉSILIATION	17
Article 20 – Défaut d'exécution	17
Article 21 – Résiliation par le pouvoir adjudicateur	17
Article 22 – Résiliation par le contractant	19
Article 23 – Cas de force majeure	19
RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LOI APPLICABLE	19
Article 24 – Règlement des différends	19
DISPOSITIONS FINALES.....	20
Article 25 – Protection des données.....	20
English translation.....	21
GLOSSARY	21
PRELIMINARY PROVISIONS	22
Article 1 – Definitions	22
Article 2 – Language of the Contract.....	23
Article 3 – Order of Precedence of Contract Documents	23
Article 4 – Communications	23
Article 5 – Assignment.....	23
Article 6 – Subcontracting	24
OBLIGATIONS OF THE CONTRACTOR.....	24
Article 7 – General Obligations.....	24
Article 7a – Code of Conduct	25
Article 7b – Conflict of Interest.....	26
Article 8 – Performance Guarantee.....	27
Article 9 – Liability and Insurance	27
Article 10 – Contract Price	27
Article 11 – Tax and Customs Arrangements	28
Article 12 – Patents and Licences.....	28
IMPLEMENTATION OF TASKS AND DELAYS.....	28
Article 13 – Extension of the Implementation Period of Tasks.....	28
AMENDMENTS TO THE CONTRACT.....	29
Article 14 – Amendments	29



SUSPENSION	29
Article 15 – Suspension.....	29
MATERIALS AND WORKMANSHIP.....	30
Article 16 – Quality of Supplies	30
PAYMENTS	31
Article 17 – General Principles	31
Article 18 – Payments to Third Parties	31
ACCEPTANCE AND MAINTENANCE	31
Article 19 – Delivery	31
BREACH OF CONTRACT AND TERMINATION	32
Article 20 – Breach of Contract	32
Article 21 – Termination by the Contracting Authority	32
Article 22 – Termination by the Contractor	34
Article 23 – Force Majeure	34
SETTLEMENT OF DISPUTES AND APPLICABLE LAW	34
Article 24 – Settlement of Disputes	34
FINAL PROVISIONS.....	35
Article 25 – Data Protection	35



Glossaire :

Bailleur de fonds : Toute entité finançant, en tout ou en partie, le marché et dont les règles, exigences d'éligibilité, mesures restrictives, obligations de visibilité, de contrôle ou d'audit peuvent s'appliquer au contrat.

Bon de Commande (PO) : Document contractuel émis par le pouvoir adjudicateur, précisant notamment l'objet de l'achat, les quantités, les prix, les délais, le lieu de livraison et, le cas échéant, les conditions particulières applicables.

Conditions particulières : Document contractuel complétant et, le cas échéant, adaptant les présentes conditions générales pour un marché déterminé. Elles précisent notamment les modalités financières, les délais, les garanties, les pénalités, la langue du marché, la loi applicable et l'ordre hiérarchique des documents contractuels.

Conflit d'intérêts : Un conflit d'intérêts peut résulter notamment d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de toutes autres relations ou tous intérêts communs. Des intérêts à caractère professionnel contradictoires peuvent se manifester lorsque les activités professionnelles précédentes ou actuelles du contractant portent atteinte à sa capacité à exécuter le marché en respectant des normes de qualité appropriées.

Contractant : Toute personne physique ou morale, entité publique ou consortium de ces personnes et/ou entités retenu au terme de la procédure de passation du marché aux fins de son attribution. L'attributaire devient le contractant une fois le contrat signé par les parties.

Contrat : L'ensemble des documents contractuels, à savoir : les conditions particulières / le Bon de Commande (PO) ainsi que l'ensemble des annexes, en ce compris les présentes Conditions générales.

Données à caractère personnel : Toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, traitée dans le cadre de la passation, de l'exécution ou du suivi du contrat.

Défaut d'exécution : Toute inexécution, exécution partielle, tardive, irrégulière ou non conforme d'une obligation contractuelle par l'une des parties.

Force majeure : Tout événement imprévisible, indépendant de la volonté des parties, qu'elles ne peuvent éviter ni surmonter malgré une diligence raisonnable, et qui empêche l'exécution totale ou partielle du contrat.

Fournitures : Tous les biens que le contractant doit fournir au pouvoir adjudicateur et dont la propriété est transférée du contractant au pouvoir adjudicateur.

Garantie de bonne exécution : La garantie de bonne exécution est un montant retenu au contractant (sous la forme d'une garantie bancaire, d'un chèque de banque, d'un chèque certifié ou d'une obligation émanant d'une compagnie d'assurances) pour assurer au pouvoir



adjudicateur la réparation de tout préjudice résultant du fait que le contractant n'a pas exécuté ses obligations contractuelles.

Livraison : Mise à disposition effective des fournitures au lieu convenu, conformément au contrat, accompagnée des documents requis et constatée par une preuve écrite conforme aux stipulations du marché.

Marché de fournitures : Contrat ayant pour objet l'achat de produits / biens / marchandises. La fourniture de produits / biens / marchandises peut comprendre, à titre accessoire, des travaux de pose et d'installation.

Pouvoir adjudicateur : Partie au contrat qui a attribué le marché concerné par le contrat et qui en devient le client.

Sous-traitant : Tout tiers auquel le contractant confie, avec l'accord requis du pouvoir adjudicateur lorsqu'il est exigé, l'exécution d'une partie du marché, à l'exclusion des prestataires logistiques visés aux présentes conditions générales.



DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Clause linguistique

Le présent document a été rédigé en langue française. La version française constitue la version originale et fait foi.

La version anglaise est fournie à titre informatif et pour faciliter la compréhension. En cas de divergence ou d'incohérence entre les deux versions, la version française prévaut.

Article 1 – Définitions

1.1. Les titres et sous-titres des présentes conditions générales ne font pas partie intégrante de celles-ci et ne sont pas pris en considération pour l'interprétation du marché.

1.2. Lorsque le contexte le permet, les mots au singulier incluent le pluriel et inversement, et les mots au masculin incluent le féminin et inversement.

1.3. Les mots désignant des personnes ou des parties incluent les sociétés, entreprises et tout organisme ayant la capacité juridique.

1.4. Les définitions des termes utilisés dans les présentes conditions générales figurent dans le glossaire applicable au marché. Ce glossaire fait partie intégrante du contrat.

Article 2 – Langue du marché

2.1. La langue applicable au marché et à toutes les communications entre le contractant, le pouvoir adjudicateur est celle indiquée dans les conditions particulières.

Article 3 – Ordre hiérarchique des documents contractuels

3.1. L'ordre hiérarchique des documents contractuels est celui qui est stipulé dans les conditions particulières.

Article 4 – Communications

4.1. Toute notification ou communication relative au contrat, entre le pouvoir adjudicateur, d'une part, et le contractant, d'autre part, doit se faire par écrit (email ou



courrier « papier ») et mentionne au minimum la référence d'achat (numéro du bon de commande ou numéro du contrat / référence du marché).

4.2 Les instructions ou ordres donnés oralement sont confirmés par écrit (email ou courrier « papier »).

4.3. À défaut de preuve contraire, un email est réputé « reçu » à la date d'envoi dudit mail, s'il est envoyé à l'adresse communiquée par la partie destinataire.

Article 5 – Cession

5.1. Une cession n'est valable que si elle fait l'objet d'une convention écrite par laquelle le contractant transfère tout ou partie de son marché à un tiers.

5.2. Le contractant ne peut, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur, céder tout ou partie du marché, ni ses créances, sauf dans le cas d'une constitution d'une sûreté en faveur des banques du contractant sur toute somme due ou susceptible de lui être due au titre du contrat.

5.3. L'approbation d'une cession par le pouvoir adjudicateur ne délie pas le contractant de ses obligations pour la partie du marché déjà exécutée ou pour la partie qui n'a pas été cédée.

Tout paiement du pouvoir adjudicateur sur le compte d'un tiers n'est possible que sur la base d'une cession ou saisie régulièrement notifiée.

Article 6 – Sous-traitance

6.1. La sous-traitance n'est valable que si elle fait l'objet d'une convention écrite par laquelle le contractant confie à un tiers l'exécution d'une partie de son marché.

6.2 L'approbation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance d'une partie du marché ou qu'un sous-traitant mette en oeuvre une partie des tâches ne libère le contractant d'aucune de ses obligations contractuelles. Le contractant reste seul responsable de la bonne exécution du marché.

6.3 Lorsque des règles bailleur s'appliquent, le contractant s'assure que ses sous-traitants respectent les exigences d'éligibilité et qu'ils ne sont pas soumis aux mesures restrictives/sanctions appliquées par ce bailleur.

6.4. Ne sont pas considérés comme des sous-traitants : les transporteurs, transitaires, commissionnaires, manutentionnaires, entrepositaires, assureurs ou autres prestataires logistiques auxquels le contractant recourt dans le cadre normal de



l'expédition, du transport, de la livraison ou du dédouanement des fournitures, lorsque ce recours est conforme au marché et à l'Incoterm applicable.

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Article 7 - Obligations générales

7.1. Le contractant exécute le marché avec tout le soin, toute l'efficacité et toute la diligence requis conformément aux meilleures pratiques ayant cours dans la profession et aux dispositions du marché (en particulier les documents de l'appel d'offres/le cahier des charges et les termes de son offre).

7.2. Le contractant fournit, sans délai, au pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, au bailleur de fonds concerné, toute information et tout document raisonnablement nécessaire au bon suivi de l'exécution du marché (en ce compris, les échantillons ou modèles requis, les manuels d'utilisation, d'entretien, les plans nécessaires à l'exploitation, à l'entretien, au réglage et à la réparation des fournitures).

7.3. Le contractant respecte les lois et règlements applicables dans le pays où les fournitures sont livrées et veille à ce que son personnel et ses employés locaux les respectent également. Il répond des conséquences résultant des infractions commises par lui-même, son personnel ou ses employés locaux dans le cadre de l'exécution du marché.

7.4. Le contractant informe sans délai le pouvoir adjudicateur de tout événement susceptible de compromettre l'exécution totale ou partielle du marché et indique les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

7.5. Le contractant respecte la confidentialité des informations et documents relatifs à l'exécution du marché et ne peut les utiliser ou les divulguer à des tiers que dans la mesure nécessaire à son exécution ou avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Cette obligation demeure applicable après la mise en oeuvre du marché. Le contractant veille à ce que son personnel soit soumis à la même obligation. Sauf marché déclaré confidentiel, la simple référence au marché à des fins de commercialisation ou d'appel d'offres reste autorisée.

7.6. Si le contractant est une entreprise commune ou un consortium, ses membres sont solidairement tenus au respect des obligations du marché, y compris de tout montant recouvrable. La personne désignée pour agir au nom du groupement constitue l'interlocuteur unique pour les aspects contractuels et financiers. La composition du groupement ne peut être modifiée sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.



7.7. Lorsque le marché est financé en tout ou en partie par un bailleur de fonds imposant des exigences de visibilité ou de communication, le contractant respecte ces exigences telles que précisées dans les conditions particulières.

7.8. Le contractant conserve, pendant 15 ans après le paiement du solde du contrat, les pièces justificatives contractuelles, techniques et financières, relatives au marché et les met à disposition du pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, du bailleur et de ses auditeurs/organes de contrôle, dès la demande. La non-transmission des éléments demandés constitue un défaut d'exécution du marché.

Article 7 bis - Code de conduite

7 bis.1. Le contractant agit avec impartialité et conformément aux règles déontologiques applicables à son activité. Il s'abstient de faire des déclarations publiques concernant le projet sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur et ne peut également engager celui-ci sans son accord préalable.

Sont interdits les châtiments corporels ou violences physiques, les menaces de violences physiques, les abus ou l'exploitation sexuels, le harcèlement et les violences verbales, ainsi que toutes les autres formes d'intimidation.

Le contractant informe le pouvoir adjudicateur de toute violation du présent code de conduite portée à sa connaissance.

7 bis.2. Le contractant et son personnel respectent les droits de l'homme, les règles applicables en matière de protection des données, les normes environnementales applicables ainsi que les normes fondamentales en matière de travail, internationalement reconnues.

7 bis.3. Le contractant, ses sous-traitants, mandataires et membres du personnel ne peuvent recevoir, offrir ou proposer aucun avantage indu en lien avec le marché et respectent les règles applicables en matière de lutte contre la corruption.

7 bis.4. Les paiements au contractant en vertu du marché constituent le seul revenu ou bénéfice dont il peut bénéficier en relation avec le marché. Le contractant et son personnel s'abstiennent d'exercer toute activité ou de recevoir tout avantage qui soit en conflit avec leurs obligations contractuelles.

7 bis.5. L'exécution du marché ne doit pas donner lieu au versement de frais commerciaux extraordinaires, à savoir : toute commission i) non prévue au contrat, ii) qui ne rétribue aucun service légitime identifiable, iii) versée à un bénéficiaire non clairement identifié.



7 bis.6. Le respect du présent code de conduite constitue une obligation contractuelle. Tout manquement peut constituer un défaut d'exécution conformément à l'article 35.

Article 7 ter - Conflit d'intérêts

7 ter.1. Le contractant prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir ou faire cesser toute situation de conflit d'intérêts susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du contrat. Tout conflit d'intérêts survenant pendant l'exécution du marché est notifié sans délai au pouvoir adjudicateur.

7 ter.2. Le pouvoir adjudicateur peut vérifier que les mesures prises par le contractant pour mettre fin au conflit d'intérêts sont appropriées et, le cas échéant, exiger des mesures complémentaires. Le contractant veille à ce que les membres de son personnel et de ses organes de direction ne se trouvent pas dans une situation de conflit d'intérêts et les remplace, si nécessaire.

7 ter.3. Le contractant s'abstient de tout comportement susceptible de compromettre son impartialité, celle de son personnel ou l'exécution objective du marché.

7 ter.4. Le contractant limite son intervention, dans le cadre du projet, aux prestations prévues par le marché.

7 ter.5. Lorsque le financement applicable le prévoit, le contractant et toute personne travaillant sous son autorité ou son contrôle peuvent se voir refuser l'accès à un financement du même projet s'il existe un risque d'avantage indu ou de conflit d'intérêts. Cette restriction ne s'applique pas lorsque le contractant démontre que sa participation antérieure ne lui procure pas d'avantage déloyal et que le pouvoir adjudicateur l'accepte.

Article 8 - Garantie de bonne exécution

8.1. Si prévu au contrat, le contractant remet une garantie pour l'exécution complète et correcte du marché, d'un montant et sous la forme définis aux conditions particulières.

8.2 Le pouvoir adjudicateur réclame le paiement sur la garantie de toutes les sommes dont le garant est redevable du fait d'un manquement commis par le contractant au titre du marché, conformément aux conditions de la garantie et à concurrence de sa valeur.



Article 9 - Responsabilité et assurances

9.1. Le contractant est responsable des dommages occasionnés aux fournitures causés par une inexécution ou mauvaise exécution du marché, y compris par ses sous-traitants, constituant ainsi un défaut d'exécution du marché.

9.2. De manière générale, le contractant s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires à la bonne exécution du marché, et aux risques liés (à l'égard des fournitures, du pouvoir adjudicateur, des tiers, etc.), conformément à la nature des fournitures, aux usages professionnels et aux exigences légales applicables. Il maintient cette couverture pendant toute la durée d'exécution du marché et en fournit la justification sur demande du pouvoir adjudicateur. Il informe sans délai le pouvoir adjudicateur de toute suspension, résiliation, expiration non renouvelée ou modification substantielle de cette couverture.

9.3. La souscription des assurances adéquates par le contractant ne le dispense en aucun cas de ses responsabilités légales et/ou contractuelles.

9.4. Le contractant supporte intégralement les conséquences d'une absence totale ou partielle de couverture, et ce à l'entière décharge du pouvoir adjudicateur.

Article 10 - Montant du marché

10.1. Le contractant est réputé avoir vérifié, avant la soumission de son offre, l'exactitude et le caractère complet de celle-ci et avoir tenu compte de tous les éléments nécessaires à la bonne exécution du marché. Son offre financière est ainsi réputée couvrir l'ensemble des coûts liés aux fournitures et prestations prévues au marché, y compris, le cas échéant, les frais tels que ceux liés au transport, emballage, chargement, déchargement, livraison, assurances, installation, documentation, entretien ou formation..

10.2. Le contractant, étant réputé avoir établi ses prix d'après ses propres calculs, opérations et estimations, exécute sans coût supplémentaire tout travail qui relève d'un poste quelconque de son offre et pour lequel il n'a indiqué ni prix unitaire ni prix forfaitaire.

Article 11 - Régime fiscal et douanier

11.1. Sous réserve de dispositions des conditions particulières, les fournitures sont assujetties au régime rendu droits acquittés (DDP: delivery duty paid) – Incoterms 2020, Chambre de Commerce Internationale (CCI).



Article 12 - Brevets et licences

12.1. Chacune des 2 parties au contrat conserve ses droits préexistants, en matière de brevets et licences.

12.2. Sauf stipulation contraire dans les conditions particulières, les fournitures conçues spécifiquement pour le pouvoir adjudicateur lui sont concédées sous licence d'usage non exclusive, irrévocable et gratuite, pour les besoins internes du projet. Le contractant garantit le pouvoir adjudicateur contre toute réclamation de tiers liée à une contrefaçon.

MISE EN ŒUVRE DES TÂCHES ET RETARDS

Article 13 – Prolongation de la période de mise en œuvre des tâches

13.1. Le contractant peut demander une prolongation de la période de mise en œuvre des tâches, spécifiée dans les conditions particulières, lorsqu'un retard, effectif ou prévisible, dans l'exécution du marché résulte de l'une des causes suivantes :

- a) Conditions climatiques exceptionnellement défavorables susceptibles d'affecter la livraison, l'installation ou la mise en œuvre des fournitures ;
- b) Obstacles artificiels ou des conditions physiques imprévues susceptibles d'affecter la livraison des fournitures ;
- c) Manquement du pouvoir adjudicateur à ses obligations contractuelles ;
- d) Suspension de la livraison ou de l'installation des fournitures non imputable au contractant ;
- e) Cas de force majeure ;
- g) Commandes supplémentaires ou complémentaires demandées par le pouvoir adjudicateur ;
- h) Toute autre cause non imputable à un manquement du contractant.

13.2. Lorsque le contractant estime avoir droit à une prolongation de la période de mise en œuvre, il en fait la demande au pouvoir adjudicateur et fournit les éléments justificatifs nécessaires permettant l'examen de sa demande.

13.3. Lorsque cette demande de prolongation de la période de mise en œuvre n'est pas accordée par le pouvoir adjudicateur, ou si le contractant n'en fait pas la demande, le contractant peut se voir infliger une pénalité de retard, selon les modalités prévues dans les conditions particulières, le cas échéant.



MODIFICATIONS DU CONTRAT

Article 14 – Modifications

14.1. Toute modification du contrat doit être notifiée et approuvée par les deux parties et peut faire l'objet d'un avenant à ce contrat, le cas échéant.

SUSPENSION

Article 15 – Suspension

15.1. Le contractant suspend, sur ordre du pouvoir adjudicateur, l'exécution du marché, en tout ou partie, pendant la durée et de la manière que le pouvoir adjudicateur juge nécessaires. La suspension prend effet le jour où le contractant reçoit l'ordre, ou à une date ultérieure telle que prévue par l'ordre.

15.2. Le pouvoir adjudicateur peut suspendre l'exécution du marché ou d'une partie quelconque de celui-ci en cas de force majeure affectant son exécution.

15.3. Le marché peut également être suspendu en cas d'indices de violations des obligations, d'irrégularités ou de fraude présumées lors de la procédure de passation ou de l'exécution du marché, ou lorsque le contractant fait l'objet de mesures restrictives constituant un obstacle juridique à l'exécution du marché.

15.4. Pendant la durée de la suspension, le contractant protège et sauvegarde les fournitures, placées dans son entrepôt ou ailleurs, contre toute détérioration ou perte ou tout dommage, dans la mesure du possible et selon les instructions du pouvoir adjudicateur, même lorsque les fournitures ont été livrées au lieu de réception conformément au marché, mais que leur installation a été suspendue par le pouvoir adjudicateur.

15.5. Les frais supplémentaires occasionnés par ces mesures conservatoires peuvent être ajoutés au montant total du contrat sauf si:

- a) le contrat en dispose autrement; ou
- b) la suspension est nécessaire par suite d'un manquement ou défaut d'exécution du contractant; ou

c) la suspension est nécessaire du fait des conditions climatiques normales au lieu de réception; ou

d) la suspension est nécessaire pour assurer la sécurité ou la bonne exécution de tout ou partie du marché, dans la mesure où cette nécessité ne résulte pas d'un acte ou d'un manquement du pouvoir adjudicateur;

e) les violations des obligations, les irrégularités ou la fraude présumées, sont confirmées et imputables au contractant.

15.6. Dès que possible, le pouvoir adjudicateur ordonne au contractant de reprendre le marché suspendu ou l'informe qu'il met fin au contrat.

15.7. En cas de reprise de mise en œuvre, la période d'exécution du marché et, le cas échéant, son calendrier d'exécution, sont ajustés, de commun accord entre les 2 parties, pour tenir compte de la durée et des raisons de suspension.

MATÉRIAUX ET OUVRAISONS

Article 16 – Qualité des fournitures

16.1. Les fournitures doivent répondre, à tous égards, aux spécifications techniques prévues dans le marché et être conformes, à tous égards, aux plans, métrés, modèles, échantillons, calibres et autres prescriptions, prévus par le marché, qui doivent être tenus à la disposition du pouvoir adjudicateur pour qu'il puisse s'y référer pendant toute la période de mise en œuvre.

16.2. Le pouvoir adjudicateur peut inspecter et tester les fournitures avant ou après livraison. Toute fourniture non conforme peut être refusée et devra alors être remplacée ou réparée, par le contractant à ses frais et dans le délai fixé. Les inspections n'affectent pas les droits du pouvoir adjudicateur au titre de la garantie de cette fourniture.

PAIEMENTS

Article 17 – Principes généraux

17.1. Les paiements sont effectués tels que fixés par les conditions particulières et sur base des informations communiquées par le contractant. Les frais d'émission d'un ordre de paiement sont à la charge du pouvoir adjudicateur. Sauf stipulation contraire, les frais



appliqués, par la banque du contractant ou par des banques intermédiaires, après l'ordre de paiement restent à la charge du contractant.

Article 18 – Paiement au profit de tiers

18.1. Les ordres de paiement au profit de tiers ne peuvent être effectués qu'à la suite d'une cession.

18.2. Il incombe au contractant de notifier au pouvoir adjudicateur l'identité des bénéficiaires de ces cessions.

18.3. En cas de saisie régulière sur les biens du contractant affectant les sommes dues au contractant au titre du marché, les paiements sont effectués conformément aux décisions judiciaires ou administratives applicables.

RÉCEPTION ET ENTRETIEN

Article 19 – Livraison

19.1. Le contractant livre les fournitures conformément aux conditions du contrat. Les fournitures demeurent aux risques et périls du contractant jusqu'à leur livraison.

19.2. Les fournitures sont conditionnées de manière à prévenir tout dommage ou détérioration pendant le transport et la manutention jusqu'au lieu de livraison.

19.3. Le conditionnement, le marquage et les documents d'accompagnement doivent être conformes aux réglementations en vigueur et, le cas échéant, aux exigences prévues par le contrat.

19.4. Aucune fourniture ne peut être expédiée ou livrée au lieu de réception sans ordre de livraison ou autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

19.5. Chaque livraison est accompagnée des documents requis par le contrat.

19.6. Chaque emballage est clairement identifié conformément au contrat.

19.7. La livraison est réputée avoir été effectuée lorsqu'il existe une preuve écrite, à dispositions de chacune des parties, que les fournitures ont été livrées conformément aux termes du contrat.

19.8. L'obligation au titre de la garantie du produit est stipulée par les conditions particulières et par les spécifications techniques.



DÉFAUT D'EXÉCUTION ET RÉSILIATION

Article 20 – Défaut d'exécution

20.1. Chacune des parties est en défaut d'exécution du marché lorsqu'elle ne remplit pas ses obligations conformément aux dispositions du contrat. 20.2. En cas de défaut d'exécution, la partie lésée peut recourir aux mesures prévues par le contrat ou par le droit applicable, notamment :

- a) demander une indemnisation
- b) résilier le marché conformément aux dispositions applicables.

20.2. La réparation peut notamment prendre la forme :

- a) de dommages-intérêts ;
- b) d'une indemnité forfaitaire lorsque celle-ci est prévue par le contrat.

20.3. Si le contractant n'exécute pas ses obligations conformément au contrat, le pouvoir adjudicateur peut notamment :

- a) suspendre tout ou partie des paiements ;
- b) réduire ou recouvrer les paiements en proportion de l'étendue de la non-exécution ;
- c) appliquer toute autre mesure prévue par le contrat.

20.4. Lorsque le pouvoir adjudicateur a droit à une indemnisation, celle-ci peut être recouvrée par prélèvement sur toute somme due au contractant ou par appel à toute garantie constituée dans le cadre du marché.

20.5. Le pouvoir adjudicateur peut également réclamer réparation de tout dommage constaté après l'achèvement du marché, conformément au droit applicable au contrat.

Article 21 – Résiliation par le pouvoir adjudicateur

21.1. Le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat dans les conditions prévues au présent article et conformément aux dispositions du contrat, et notamment dans les cas suivants :

- a) le contractant est en défaut grave d'exécution du marché ;
- b) le contractant ne remédie pas, dans un délai raisonnable, aux manquements constatés après notification du pouvoir adjudicateur ;



- c) le contractant cède le marché ou sous-traite sans autorisation ;
- d) le contractant fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité, de liquidation ou d'une situation équivalente ;
- e) une modification de l'organisation du contractant compromet l'exécution du marché ;
- f) le contractant est juridiquement incapable d'exécuter le marché ;
- g) le contractant a commis une faute professionnelle grave ;
- h) il est établi que le contractant s'est rendu coupable de fraude, corruption, blanchiment, financement du terrorisme, travail des enfants ou d'autres infractions graves ;
- i) la procédure de passation ou l'exécution du marché est entachée d'irrégularités ou de fraude ;
- j) le contractant ne respecte pas les obligations prévues au marché, y compris celles relatives à la protection des données.

Les situations visées ci-dessus peuvent également concerner les membres de l'organe de direction du contractant ou toute personne exerçant un pouvoir de contrôle sur celui-ci.

21.2. Dès la notification de la résiliation, le contractant prend toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à l'exécution des tâches et limiter les coûts.

21.3. Le pouvoir adjudicateur établit, dans un délai raisonnable, un état des fournitures livrées et des sommes éventuellement dues au contractant à la date de résiliation.

21.4. Un inventaire des fournitures livrées, des travaux réalisés et des matériaux non incorporés peut être établi afin de déterminer les obligations financières respectives des 2 parties.

21.5. Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'effectuer d'autres paiements au contractant tant que les obligations contractuelles n'ont pas été remplies.

21.6. Lorsque la résiliation résulte d'un manquement du contractant, le pouvoir adjudicateur peut obtenir réparation du préjudice subi à concurrence de la valeur du contrat et recouvrer les coûts supplémentaires nécessaires à l'achèvement du marché.

21.7. Lorsque la résiliation ne résulte pas d'un manquement du contractant, celui-ci peut demander le paiement des prestations exécutées conformément au contrat.



Article 22 – Résiliation par le contractant

22.1. Le contractant peut demander la résiliation du contrat en cas de manquement grave et persistant du pouvoir adjudicateur à ses obligations contractuelles.

22.2. En cas de résiliation reconnue imputable au pouvoir adjudicateur, le contractant peut demander le paiement des prestations exécutées conformément au contrat.

Article 23 – Cas de force majeure

23.1. Aucune des parties n'est considérée comme ayant manqué à ses obligations contractuelles si elle est empêchée de les exécuter par un cas de force majeure survenu après la notification de l'attribution du marché ou après l'entrée en vigueur du contrat.

23.2. On entend par force majeure tout événement imprévisible, indépendant de la volonté des parties et qu'elles ne peuvent surmonter malgré leur diligence raisonnable, notamment les catastrophes naturelles, conflits armés, émeutes, épidémies, grèves ou autres événements similaires.

23.3. En cas de force majeure, aucune des parties n'est tenue responsable des retards ou manquements résultant directement de cet événement.

23.4. La partie affectée informe l'autre partie dès que possible de la nature, de la durée probable et des effets de l'événement.

23.5. Lorsque cela est possible, le contractant poursuit l'exécution du marché et met en œuvre les solutions alternatives appropriées.

23.6. Si la situation de force majeure se prolonge et empêche durablement l'exécution du marché, les parties peuvent décider de mettre fin au contrat.

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LOI APPLICABLE

Article 24 – Règlement des différends

24.1. Les parties mettent tout en œuvre pour régler à l'amiable tout différend survenant entre elles au titre du marché.

24.2. En cas d'échec de la procédure de règlement à l'amiable, chaque partie peut soumettre le différend à la décision des tribunaux du pays d'enregistrement du pouvoir adjudicateur, sauf clause d'arbitrage prévue dans les conditions particulières.



DISPOSITIONS FINALES

Article 25 – Protection des données

25.1. Les données à caractère personnel figurant dans le contrat ou associées à celui-ci, y compris les données relatives à son exécution, sont traitées, par les 2 parties, conformément au droit applicable, et ce, uniquement aux fins de la mise en oeuvre, de la gestion et du suivi du contrat.

26.2. Le contractant met en place des mesures de sécurité appropriées et notifie, sans délai, toute violation de données au pouvoir adjudicateur.

27.3. Si tout ou partie du traitement des données à caractère personnel est sous-traité à un tiers, le contractant transmet par écrit à ces parties, y compris aux sous-traitants, les obligations visées dans le présent article. À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant fournit un document attestant de cet engagement.



ENGLISH TRANSLATION

Language Disclaimer

This document has been drafted in French. The French version shall constitute the original and legally binding version.

The English version is provided for convenience and informational purposes only. In the event of any discrepancy or inconsistency between the French and English versions, the French version shall prevail.

GLOSSARY

Donor: Any entity financing, in whole or in part, the contract and whose rules, eligibility requirements, restrictive measures, visibility obligations, control or audit requirements may apply to the contract.

Purchase Order (PO): Contractual document issued by the Contracting Authority, specifying in particular the subject of the purchase, the quantities, the prices, the deadlines, the place of delivery and, where applicable, the applicable Special Conditions.

Special Conditions: Contractual document supplementing and, where applicable, adapting these General Conditions for a specific contract. They specify in particular the financial arrangements, deadlines, guarantees, penalties, the language of the contract, the applicable law and the order of precedence of the contractual documents.

Conflict of Interest: A conflict of interest may arise in particular from economic interests, political or national affinities, family or emotional ties, or any other relationships or shared interests. Conflicting professional interests may arise where previous or current professional activities of the Contractor affect its ability to perform the contract in accordance with appropriate quality standards.

Contractor: Any natural or legal person, public entity or consortium of such persons and/or entities selected at the end of the procurement procedure for the purpose of contract award. The successful tenderer becomes the Contractor once the contract has been signed by the parties.

Contract: The set of contractual documents, namely the Special Conditions / the Purchase Order (PO) as well as all annexes, including these General Conditions.

Personal Data: Any information relating to an identified or identifiable natural person, processed in the context of the award, implementation or monitoring of the contract.



Breach of Contract: Any non-performance, partial, late, irregular or non-compliant performance of a contractual obligation by one of the parties.

Force Majeure: Any unforeseeable event, beyond the control of the parties, which they cannot avoid or overcome despite exercising reasonable diligence, and which prevents the total or partial performance of the contract.

Supplies: All goods that the Contractor must supply to the Contracting Authority and whose ownership is transferred from the Contractor to the Contracting Authority.

Performance Guarantee: The performance guarantee is an amount retained from the Contractor (in the form of a bank guarantee, a bank cheque, a certified cheque or a bond issued by an insurance company) to ensure that the Contracting Authority is compensated for any loss resulting from the Contractor's failure to perform its contractual obligations.

Delivery: Effective making available of the supplies at the agreed place, in accordance with the contract, accompanied by the required documents and evidenced by written proof in accordance with the provisions of the contract.

Supplies Contract: A contract having as its object the purchase of products / goods / merchandise. The supply of products / goods / merchandise may include, on an ancillary basis, installation and fitting works.

Contracting Authority: The party to the contract which has awarded the contract concerned and which thereby becomes the client.

Subcontractor: Any third party to whom the Contractor entrusts, with the required approval of the Contracting Authority where applicable, the execution of part of the contract, excluding the logistics service providers referred to in these General Conditions.

PRELIMINARY PROVISIONS

Article 1 – Definitions

1.1. The titles and subtitles of these General Conditions do not form an integral part thereof and shall not be taken into account for the interpretation of the contract.

1.2. Where the context so permits, words in the singular shall include the plural and vice versa, and words in the masculine shall include the feminine and vice versa.

1.3. Words designating persons or parties shall include companies, firms and any organisation having legal capacity.

1.4. The definitions of the terms used in these General Conditions are set out in the glossary applicable to the contract. This glossary forms an integral part of the contract.

Article 2 – Language of the Contract

2.1. The language applicable to the contract and to all communications between the Contractor and the Contracting Authority shall be that indicated in the Special Conditions.

Article 3 – Order of Precedence of Contract Documents

3.1. The order of precedence of the contractual documents shall be that stipulated in the Special Conditions.

Article 4 – Communications

4.1. Any notice or communication relating to the contract between the Contracting Authority, on the one hand, and the Contractor, on the other hand, shall be made in writing (email or hard copy) and shall indicate at least the procurement reference (purchase order number or contract number / contract reference).

4.2. Instructions or orders given orally shall be confirmed in writing (email or hard copy).

4.3. In the absence of proof to the contrary, an email shall be deemed to have been “received” on the date it is sent, provided that it is sent to the address communicated by the receiving party.

Article 5 – Assignment

5.1. An assignment shall be valid only if it is the subject of a written agreement by which the Contractor transfers all or part of its contract to a third party.

5.2. The Contractor may not, without the prior written consent of the Contracting Authority, assign all or part of the contract, nor its receivables, except in the case of the creation of a security in favour of the Contractor’s banks over any sum due or which may become due under the contract.

5.3. Approval of an assignment by the Contracting Authority shall not release the Contractor from its obligations for the part of the contract already performed or for the part which has not been assigned.

Any payment by the Contracting Authority into the account of a third party shall only be possible on the basis of a duly notified assignment or seizure.

Article 6 – Subcontracting

6.1. Subcontracting shall be valid only if it is the subject of a written agreement by which the Contractor entrusts to a third party the performance of part of its contract.

6.2. Approval by the Contracting Authority of the subcontracting of part of the contract, or the fact that a subcontractor performs part of the tasks, shall not release the Contractor from any of its contractual obligations. The Contractor shall remain solely responsible for the proper performance of the contract.

6.3. Where donor rules apply, the Contractor shall ensure that its subcontractors comply with the eligibility requirements and that they are not subject to restrictive measures/sanctions imposed by that donor.

6.4. The following shall not be considered as subcontractors: carriers, freight forwarders, agents, handlers, warehouse operators, insurers or other logistics service providers used by the Contractor in the normal course of shipment, transport, delivery or customs clearance of the supplies, where such use is in accordance with the contract and the applicable Incoterm.

OBLIGATIONS OF THE CONTRACTOR

Article 7 – General Obligations

7.1. The Contractor shall perform the contract with all due care, efficiency and diligence in accordance with best professional practice and with the provisions of the contract (in particular the tender documents/technical specifications and the terms of its tender).

7.2. The Contractor shall, without delay, provide the Contracting Authority and, where applicable, the relevant Donor, with all information and documents reasonably necessary for the proper monitoring of the performance of the contract (including, inter alia, the required samples or models, user manuals, maintenance manuals, and the plans necessary for the operation, maintenance, adjustment and repair of the supplies).

7.3. The Contractor shall comply with the laws and regulations applicable in the country where the supplies are delivered and shall ensure that its personnel and local employees also comply with them. The Contractor shall be liable for the consequences resulting from any infringements committed by itself, its personnel or its local employees in the performance of the contract.

7.4. The Contractor shall inform the Contracting Authority without delay of any event likely to compromise the total or partial performance of the contract and shall indicate the measures taken or envisaged to remedy it.

7.5. The Contractor shall respect the confidentiality of information and documents relating to the performance of the contract and may only use or disclose them to third parties to the extent necessary for its performance or with the prior approval of the Contracting Authority. This obligation shall remain applicable after the implementation of the contract. The Contractor shall ensure that its personnel are subject to the same obligation. Unless the contract is declared confidential, simple reference to the contract for marketing purposes or for tendering purposes shall remain permitted.

7.6. Where the Contractor is a joint venture or a consortium, its members shall be jointly and severally liable for compliance with the obligations of the contract, including any recoverable amounts. The person designated to act on behalf of the group shall be the sole interlocutor for contractual and financial matters. The composition of the group may not be modified without the prior approval of the Contracting Authority.

7.7. Where the contract is financed in whole or in part by a Donor imposing visibility or communication requirements, the Contractor shall comply with such requirements as specified in the Special Conditions.

7.8. The Contractor shall retain, for a period of 15 years after payment of the balance of the contract, all contractual, technical and financial supporting documents relating to the contract and shall make them available to the Contracting Authority and, where applicable, to the Donor and its auditors/control bodies upon request. Failure to provide the requested documents shall constitute a breach of contract.

Article 7a – Code of Conduct

7a.1. The Contractor shall act impartially and in accordance with the ethical rules applicable to its activity. It shall refrain from making public statements concerning the project without the prior approval of the Contracting Authority and may not commit the latter without such prior approval.

Corporal punishment or physical violence, threats of physical violence, sexual abuse or exploitation, harassment and verbal abuse, as well as all other forms of intimidation, are prohibited.

The Contractor shall inform the Contracting Authority of any breach of this Code of Conduct brought to its attention.



7a.2. The Contractor and its personnel shall respect human rights, applicable data protection rules, applicable environmental standards and internationally recognised fundamental labour standards.

7a.3. The Contractor, its subcontractors, agents and members of its personnel shall neither receive, offer nor promise any undue advantage in connection with the contract and shall comply with applicable anti-corruption rules.

7a.4. Payments to the Contractor under the contract shall constitute the only income or benefit that it may derive in connection with the contract. The Contractor and its personnel shall refrain from engaging in any activity or receiving any benefit which conflicts with their contractual obligations.

7a.5. The performance of the contract shall not give rise to the payment of extraordinary commercial expenses, namely any commission:

- i) not provided for in the contract,
- ii) which does not remunerate any identifiable legitimate service,
- iii) paid to a beneficiary who is not clearly identified.

7a.6. Compliance with this Code of Conduct constitutes a contractual obligation. Any breach may constitute a breach of contract in accordance with Article 35.

Article 7b – Conflict of Interest

7b.1. The Contractor shall take all necessary measures to prevent or put an end to any situation of conflict of interest likely to compromise the impartial and objective performance of the contract. Any conflict of interest arising during the performance of the contract shall be notified without delay to the Contracting Authority.

7b.2. The Contracting Authority may verify that the measures taken by the Contractor to remedy the conflict of interest are appropriate and may, where necessary, require additional measures. The Contractor shall ensure that members of its personnel and its management bodies are not in a situation of conflict of interest and shall replace them where necessary.

7b.3. The Contractor shall refrain from any conduct likely to compromise its impartiality, that of its personnel or the objective performance of the contract.

7b.4. The Contractor shall limit its intervention, within the framework of the project, to the services provided for in the contract.

7b.5. Where the applicable financing so provides, the Contractor and any person working under its authority or control may be denied access to funding for the same project if there is a risk of undue advantage or conflict of interest. This restriction shall



not apply where the Contractor demonstrates that its prior participation does not give it an unfair advantage and where this is accepted by the Contracting Authority.

Article 8 – Performance Guarantee

8.1. Where provided for in the contract, the Contractor shall provide a guarantee for the full and proper performance of the contract, in the amount and form specified in the Special Conditions.

8.2. The Contracting Authority shall claim payment under the guarantee for all sums for which the guarantor is liable as a result of a breach committed by the Contractor under the contract, in accordance with the terms of the guarantee and up to its value.

Article 9 – Liability and Insurance

9.1. The Contractor shall be liable for damage to the supplies caused by non-performance or improper performance of the contract, including by its subcontractors, thereby constituting a breach of contract.

9.2. In general, the Contractor undertakes to take out all insurance necessary for the proper performance of the contract and for the associated risks (in respect of the supplies, the Contracting Authority, third parties, etc.), in accordance with the nature of the supplies, professional practices and applicable legal requirements. It shall maintain such coverage throughout the duration of the contract and shall provide proof thereof upon request by the Contracting Authority. It shall inform the Contracting Authority without delay of any suspension, termination, non-renewal or substantial modification of such coverage.

9.3. The taking out of adequate insurance by the Contractor shall in no way relieve it of its legal and/or contractual liabilities.

9.4. The Contractor shall bear in full the consequences of any total or partial lack of coverage, and this to the full discharge of the Contracting Authority.

Article 10 – Contract Price

10.1. The Contractor shall be deemed to have verified, prior to the submission of its tender, the accuracy and completeness of its tender and to have taken into account all elements necessary for the proper performance of the contract. Its financial offer shall therefore be deemed to cover all costs related to the supplies and services provided for in the contract, including, where applicable, costs such as those related to transport,

packaging, loading, unloading, delivery, insurance, installation, documentation, maintenance or training.

10.2. The Contractor, having been deemed to have established its prices based on its own calculations, operations and estimates, shall perform without additional cost any work falling within any item of its offer for which it has indicated neither a unit price nor a lump sum price.

Article 11 – Tax and Customs Arrangements

11.1. Subject to the provisions of the Special Conditions, the supplies shall be delivered under Delivered Duty Paid (DDP) terms – Incoterms 2020, International Chamber of Commerce (ICC).

Article 12 – Patents and Licences

12.1. Each of the two parties to the contract shall retain its pre-existing rights in respect of patents and licences.

12.2. Unless otherwise provided in the Special Conditions, supplies specifically designed for the Contracting Authority shall be granted to it under a non-exclusive, irrevocable and royalty-free licence for the internal needs of the project. The Contractor shall indemnify the Contracting Authority against any third-party claim relating to infringement.

IMPLEMENTATION OF TASKS AND DELAYS

Article 13 – Extension of the Implementation Period of Tasks

13.1. The Contractor may request an extension of the period for the implementation of the tasks, as specified in the Special Conditions, where a delay, actual or foreseeable, in the performance of the contract results from one of the following causes:

- a) Exceptionally adverse climatic conditions likely to affect the delivery, installation or implementation of the supplies;
- b) Artificial obstacles or unforeseen physical conditions likely to affect the delivery of the supplies;
- c) Failure of the Contracting Authority to fulfil its contractual obligations;
- d) Suspension of the delivery or installation of the supplies not attributable to the Contractor;
- e) Force majeure;



- g) Additional or supplementary orders requested by the Contracting Authority;
- h) Any other cause not attributable to a failure of the Contractor.

13.2. Where the Contractor considers that it is entitled to an extension of the implementation period, it shall submit a request to the Contracting Authority and provide the supporting evidence necessary for the examination of its request.

13.3. Where such a request for an extension of the implementation period is not granted by the Contracting Authority, or where the Contractor does not submit such a request, the Contractor may be subject to delay damages, in accordance with the provisions laid down in the Special Conditions, where applicable.

AMENDMENTS TO THE CONTRACT

Article 14 – Amendments

14.1. Any amendment to the contract shall be notified and approved by both parties and may, where appropriate, take the form of an addendum to the contract.

SUSPENSION

Article 15 – Suspension

15.1. The Contractor shall, upon instruction of the Contracting Authority, suspend the performance of the contract, in whole or in part, for such period and in such manner as the Contracting Authority may consider necessary. The suspension shall take effect on the date on which the Contractor receives the instruction, or on such later date as specified therein.

15.2. The Contracting Authority may suspend the performance of the contract or any part thereof in the event of force majeure affecting its performance.

15.3. The contract may also be suspended in the event of indications of breaches of obligations, irregularities or suspected fraud during the procurement procedure or the performance of the contract, or where the Contractor is subject to restrictive measures constituting a legal obstacle to the performance of the contract.

15.4. During the period of suspension, the Contractor shall protect and safeguard the supplies, whether stored in its warehouse or elsewhere, against any deterioration, loss or damage, to the extent possible and in accordance with the instructions of the Contracting Authority, even where the supplies have been delivered at the place of



acceptance in accordance with the contract, but their installation has been suspended by the Contracting Authority.

15.5. The additional costs incurred as a result of these protective measures may be added to the total contract amount, unless:

- a) the contract provides otherwise; or
- b) the suspension is necessary as a result of a failure or breach of contract by the Contractor; or
- c) the suspension is necessary due to normal climatic conditions at the place of acceptance; or
- d) the suspension is necessary to ensure the safety or proper performance of all or part of the contract, to the extent that such necessity does not arise from an act or omission of the Contracting Authority;
- e) the breaches of obligations, irregularities or suspected fraud are confirmed and attributable to the Contractor.

15.6. As soon as possible, the Contracting Authority shall instruct the Contractor to resume the suspended contract or inform it that the contract is terminated.

15.7. In the event of resumption of implementation, the period of performance of the contract and, where applicable, its implementation schedule shall be adjusted by mutual agreement between the two parties, taking into account the duration and reasons for the suspension.

MATERIALS AND WORKMANSHIP

Article 16 – Quality of Supplies

16.1. The supplies shall, in all respects, comply with the technical specifications provided for in the contract and shall, in all respects, conform to the drawings, measurements, models, samples, gauges and other requirements provided for in the contract, which shall be kept available to the Contracting Authority for reference throughout the implementation period.

16.2. The Contracting Authority may inspect and test the supplies before or after delivery. Any non-compliant supplies may be rejected and shall then be replaced or repaired by the Contractor at its own expense and within the specified time limit. Such inspections shall not affect the rights of the Contracting Authority under the warranty relating to those supplies.



PAYMENTS

Article 17 – General Principles

17.1. Payments shall be made as provided for in the Special Conditions and on the basis of the information submitted by the Contractor. The costs of issuing a payment order shall be borne by the Contracting Authority. Unless otherwise stipulated, any charges applied by the Contractor's bank or by intermediary banks after the payment order shall remain at the Contractor's expense.

Article 18 – Payments to Third Parties

18.1. Payment orders in favour of third parties may only be executed following an assignment.

18.2. It shall be the responsibility of the Contractor to notify the Contracting Authority of the identity of the beneficiaries of such assignments.

18.3. In the event of a duly effected seizure on the Contractor's assets affecting the sums due to the Contractor under the contract, payments shall be made in accordance with the applicable judicial or administrative decisions.

ACCEPTANCE AND MAINTENANCE

Article 19 – Delivery

19.1. The Contractor shall deliver the supplies in accordance with the terms of the contract. The supplies shall remain at the risk of the Contractor until their delivery.

19.2. The supplies shall be packaged in such a way as to prevent any damage or deterioration during transport and handling up to the place of delivery.

19.3. Packaging, marking and accompanying documents shall comply with the applicable regulations and, where applicable, with the requirements set out in the contract.

19.4. No supplies may be dispatched or delivered to the place of acceptance without a delivery order or prior authorisation from the Contracting Authority.

19.5. Each delivery shall be accompanied by the documents required under the contract.

19.6. Each package shall be clearly identified in accordance with the contract.



19.7. Delivery shall be deemed to have been effected when there is written evidence, available to each of the parties, that the supplies have been delivered in accordance with the terms of the contract.

19.8. The obligations under the product warranty shall be stipulated in the Special Conditions and in the technical specifications.

BREACH OF CONTRACT AND TERMINATION

Article 20 – Breach of Contract

20.1. Each party shall be in breach of the contract where it fails to fulfil its obligations in accordance with the provisions of the contract.

20.2. In the event of a breach of contract, the injured party may have recourse to the measures provided for in the contract or under applicable law, in particular:

- a) to claim compensation;
- b) to terminate the contract in accordance with the applicable provisions.

20.3. Compensation may take the form, in particular, of:

- a) damages;
- b) a lump-sum indemnity where provided for in the contract.

20.4. Where the Contractor fails to perform its obligations in accordance with the contract, the Contracting Authority may in particular:

- a) suspend all or part of the payments;
- b) reduce or recover payments in proportion to the extent of the non-performance;
- c) apply any other measure provided for in the contract.

20.5. Where the Contracting Authority is entitled to compensation, such compensation may be recovered by deduction from any sums due to the Contractor or by calling upon any guarantee provided under the contract.

20.6. The Contracting Authority may also claim compensation for any damage identified after completion of the contract, in accordance with the law applicable to the contract.

Article 21 – Termination by the Contracting Authority

21.1. The Contracting Authority may terminate the contract under the conditions laid down in this Article and in accordance with the provisions of the contract, in particular in the following cases:



- a) the Contractor is in serious breach of the contract;
- b) the Contractor fails to remedy the breaches identified within a reasonable period following notification by the Contracting Authority;
- c) the Contractor assigns the contract or subcontracts without authorisation;
- d) the Contractor is subject to insolvency, liquidation or an equivalent situation;
- e) a change in the Contractor's organisation compromises the performance of the contract;
- f) the Contractor is legally incapable of performing the contract;
- g) the Contractor has committed serious professional misconduct;
- h) it is established that the Contractor has been guilty of fraud, corruption, money laundering, financing of terrorism, child labour or other serious offences;
- i) the procurement procedure or the performance of the contract is affected by irregularities or fraud;
- j) the Contractor fails to comply with the obligations set out in the contract, including those relating to data protection.

The situations referred to above may also concern members of the Contractor's management body or any person exercising control over it.

21.2. Upon notification of termination, the Contractor shall take all necessary measures to bring the execution of the tasks to an end and to limit costs.

21.3. The Contracting Authority shall, within a reasonable period, establish a statement of the supplies delivered and any sums possibly due to the Contractor at the date of termination.

21.4. An inventory of supplies delivered, works carried out and materials not incorporated may be drawn up in order to determine the respective financial obligations of the two parties.

21.5. The Contracting Authority shall not be obliged to make any further payments to the Contractor until the contractual obligations have been fulfilled.

21.6. Where termination results from a breach by the Contractor, the Contracting Authority may obtain compensation for the damage suffered up to the value of the contract and recover any additional costs necessary for the completion of the contract.

21.7. Where termination does not result from a breach by the Contractor, the Contractor may request payment for the services performed in accordance with the contract.



Article 22 – Termination by the Contractor

22.1. The Contractor may request termination of the contract in the event of a serious and persistent breach by the Contracting Authority of its contractual obligations.

22.2. In the event that termination is recognised as being attributable to the Contracting Authority, the Contractor may request payment for the services performed in accordance with the contract.

Article 23 – Force Majeure

23.1. Neither party shall be considered to be in breach of its contractual obligations where it is prevented from performing them by a case of force majeure occurring after notification of the award of the contract or after the entry into force of the contract.

23.2. Force majeure shall mean any unforeseeable event beyond the control of the parties which they cannot overcome despite exercising reasonable diligence, including natural disasters, armed conflicts, riots, epidemics, strikes or other similar events.

23.3. In the event of force majeure, neither party shall be held liable for delays or failures resulting directly from such event.

23.4. The affected party shall inform the other party as soon as possible of the nature, likely duration and effects of the event.

23.5. Where possible, the Contractor shall continue the performance of the contract and implement appropriate alternative solutions.

23.6. If the situation of force majeure persists and prevents the performance of the contract on a lasting basis, the parties may decide to terminate the contract.

SETTLEMENT OF DISPUTES AND APPLICABLE LAW

Article 24 – Settlement of Disputes

24.1. The parties shall make every effort to settle amicably any dispute arising between them in connection with the contract.

24.2. Failing amicable settlement, either party may submit the dispute to the courts of the country of registration of the Contracting Authority, unless an arbitration clause is provided for in the Special Conditions.

FINAL PROVISIONS

Article 25 – Data Protection

25.1. Personal data contained in or relating to the contract, including data relating to its performance, shall be processed by both parties in accordance with applicable law, and solely for the purposes of the implementation, management and monitoring of the contract.

25.2. The Contractor shall implement appropriate security measures and shall notify the Contracting Authority without delay of any data breach.

25.3. Where all or part of the processing of personal data is subcontracted to a third party, the Contractor shall communicate in writing to such parties, including subcontractors, the obligations set out in this Article. Upon request by the Contracting Authority, the Contractor shall provide a document attesting to this commitment.